

RESUME DE LA THESE

L'intention première de la recherche est de contribuer à renouveler l'approche des usages informels et des faits imprévus dans les opérations de requalification urbaine. Tour à tour considérés comme des accidents ou des épiphénomènes, je cherche à voir en quoi ils se situent au cœur de la construction des normes urbaines et sociales.

Deux thèmes structurent la démarche : le pouvoir et l'espace. Dans l'étude menée à Istanbul, un conflit d'appropriation territoriale se noue autour de la muraille de Théodose II entre les usagers illégaux et les pouvoirs publics. En dépit de toute attente, les premiers parviennent depuis plus de vingt ans à maintenir leur emprise sur un site en transformation. Comment, dans un rapport de force largement déséquilibré, peuvent-ils y parvenir ?

Les analyses montrent que ces usages indésirables, *a priori* dommageables, se révèlent finalement essentiels à la stabilisation des pratiques et des formes. Cependant, pour pouvoir jouer efficacement ce rôle régulateur, ces processus doivent opérer de façon tacite. Les acteurs en sont conscients : on voit ainsi œuvrer, derrière le chaos apparent, volontiers vilipendé par l'expertise internationale, des formes d'intelligence implicite de l'aménagement. D'une certaine façon, du conflit est institué pour masquer de l'accord.

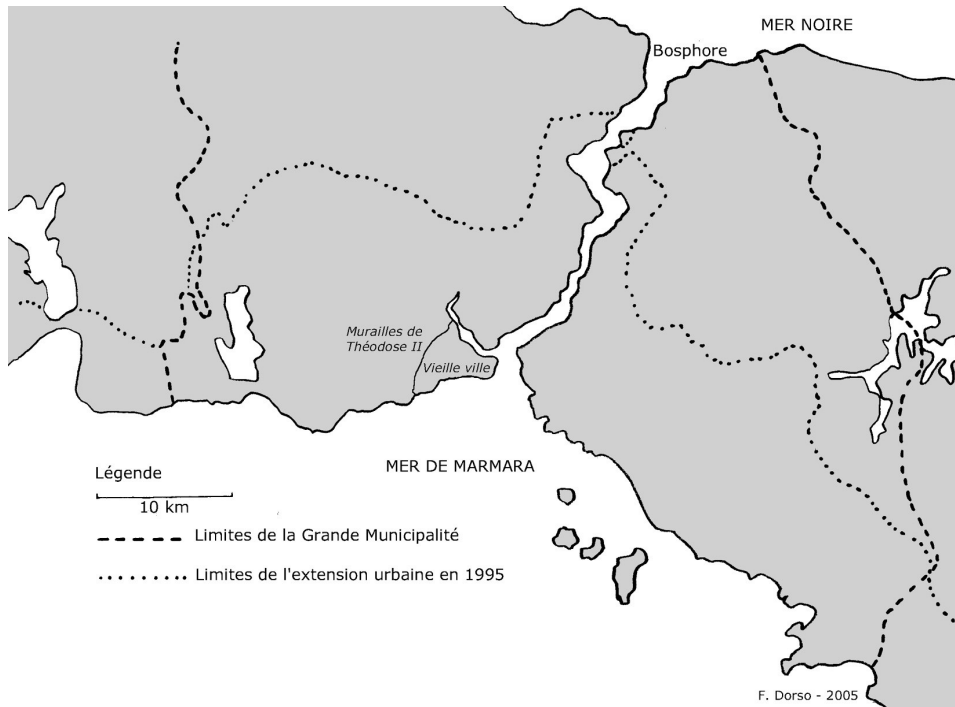
D'un point de vue plus général, les processus d'urbanisation et l'établissement des normes de la « bonne ville » se constituent en regard de bornes négatives qui sont périodiquement réactivées en tant que « soupapes » permettant à l'ordre établi de se maintenir.

Quelles sont les implications de ces analyses en terme d'aménagement urbain ? Les résultats ont une portée immédiate pour la connaissance du processus d'urbanisation bien particulier d'Istanbul, mais également au-delà : le mémoire de thèse évoque des logiques proches observées en France (Tours, Rennes) et au Portugal (Lisbonne). La thèse se termine par un projet de recherche articulant l'exploration des « logiques de l'écart » mises à jour et leurs implications en terme d'action.

Par les thèmes abordés et mon parcours personnel, la recherche s'est située dans un dialogue entre sociologie et urbanisme. La tension entre recherche et action a innervé l'ensemble de cette démarche. La situation de terrain constitue un problème d'aménagement identifié par les acteurs locaux, et elle a fait l'objet, dans le courant de la recherche, de demandes concrètes en terme de connaissances. Enfin, l'étude met à jour des paradoxes auxquels acteurs et chercheurs sont confrontés face à des situations de conflit sur le terrain, et qui questionnent l'acte même de recherche.

* * *

Une **situation d'aménagement problématique à Istanbul**. La muraille de Théodose II clôt la ville historique sur les sept kilomètres de sa partie terrestre. Bâti dans la première partie du cinquième siècle, cet imposant édifice militaire a profondément structuré la ville byzantine et ottomane, puis contraint le développement de l'aire métropolitaine lors des phases d'extension des années 1950 et 1970.



Au dix-neuvième siècle, la fonction militaire du rempart décroît. Des usages détournés commencent à apparaître (petite industrie, artisanat, habitat) ou s'étendent (maraîchage, pâtures). A partir des années 1950, la muraille ne fait plus frontière. Des formes d'habitat spontané s'installent dans les tours et les périboles. Les pratiques éphémères se développent : déambulations, rencontres, libations, pratiques sexuelles, simple repos, petits trafics, péages informels, campements Roms.

En 1985, la ville est inscrite sur la liste du patrimoine mondial de l'humanité par l'UNESCO. Des opérations de dégagement sont entreprises, avec expulsion des occupants, puis rénovation par portions. Néanmoins, dès que les chantiers sont terminés, les usagers reviennent s'installer. Ces présences mouvantes caractérisent un processus de recomposition territoriale permanent.



Aspects de la muraille en 1880 et en 2007 (© OUI et FD).

Les opérations sont pilotées par la municipalité, propriétaire et maître d'ouvrage, avec un contrôle souvent théorique du Ministère de la Culture. Jusqu'à ces dernières années, le nombre d'acteurs réellement impliqués sur le plan institutionnel demeurait faible, et le

pouvoir concentré. Les mesures récentes d'ouverture ont complexifié la situation sans changer sur le fond les procédures décisionnelles. Un sociogramme présente dans la thèse l'ensemble des acteurs impliqués.

Plusieurs critiques se sont élevées pour dénoncer le délabrement de la muraille et les chantiers bâclés. Pour l'ensemble des acteurs légitimés, le problème est principalement constitué par son occupation par des usagers illégaux. Ceux-ci seraient responsables de la dégradation du site et d'une grande insécurité contribuant à l'absence (bien réelle) de touristes sur les lieux. La municipalité produit un discours volontariste de « nettoyage » du site, et a prouvé lors de quelques épisodes musclés qu'elle en avait les moyens (opérations coordonnées des polices et de l'armée).

* * *

C'est autour de cette situation paradoxale que s'est construite la **problématique de recherche** : comment, en dépit d'un rapport de force manifestement défavorable, les usagers parviennent-ils à maintenir ou à imposer une appropriation matérielle et symbolique de la muraille terrestre d'Istanbul, à influencer l'opération de rénovation en cours depuis plus de vingt ans ?

Dans les recherches menées sur ce type de problématique dans les villes des suds, les auteurs s'appuient souvent sur l'étude des formes progressives de mobilisation chez les usagers, qui peuvent se structurer en passant par des processus d'institutionnalisation et des montées en généralité. Il n'y a rien de comparable ici : aucune forme de mobilisation n'est décelable sur le terrain.

* * *

Transactions sociales et processus de spatialisation. Ces paradoxes stimulants semblaient difficiles à approcher avec un outillage théorique centré sur les seuls rapports de force. Le paradigme de la transaction sociale, initié notamment par les travaux sur la ville de Jean Rémy et Liliane Voyé, permet d'interroger le pouvoir dans sa complexité : les rapports de force voisinent avec des échanges et des négociations. Cette approche tripartite n'élude pas le conflit, bien au contraire. En se référant à Georg Simmel, elle montre comment des situations de transaction sont structurées en profondeur par des couples d'oppositions indépassables et qui pourtant doivent bien cohabiter au quotidien. La résolution des tensions passe par des formes de compromis pratiques et transitoires, pressentis déjà par Raymond Ledrut, qui permettent des ajustements momentanés.

C'est dans cette optique que je propose notamment, à la fin de l'étude, de ne plus considérer le conflit comme un moment extraordinaire dans un flux social plus ou moins stabilisé, mais au contraire comme le constituant de fond du continuum social, les moments saillants étant les épisodes de pacification, obtenus à l'issue de transactions – qui restent compliquées, inégalitaires et dynamiques.

Dans ces processus, l'espace, considéré dans ses triples dimensions de cadre, support et enjeu, peut prendre un quatrième visage : celui du tiers, qui, dans des situations de transaction proches du blocage, permet une déviation de la tension vers des objets ou des enjeux encore possibles.

Pour étudier la dimension spatiale d'un problème donné, je cherche alors à comprendre le « processus de spatialisation » : comment l'espace est à la fois présent en tant que dimension incontournable, et « saisi » par les acteurs dans un contexte donné. Ce choix permettra notamment de voir comment des problèmes renvoyant à des tensions insurmontables (identitaires, socio-économiques) sont « déviées » vers un problème (sur)spatialisé, réduit à sa dimension locale ou matérielle.

* * *

Sur le plan **méthodologique**, l'avancée sur un terrain relativement vierge ménageait les marges de liberté et les obstacles inattendus. Parallèlement aux outils classiques des enquêtes documentaire, institutionnelle et de terrain, il a fallu modifier des outils connus et en construire de nouveaux, adaptés aux spécificités du terrain (cartes mentales, analyse des représentations).

Il était également essentiel de pouvoir accéder à des lieux, groupes ou pratiques caractéristiques. Or il était souvent impossible d'œuvrer à visage découvert. J'ai utilisé alors plusieurs techniques d'immersion : l'observation participante, les identités fictives pour pénétrer tel ou tel groupe ou lieu, en travaillant les rôles et en veillant à la cohérence et au cloisonnement des situations. Enfin, le réseau de contacts et d'informateurs devait être entretenu dans le temps.

* * *

Trois hypothèses ont été formulées pour apporter une réponse à la problématique. Leur constitution a suivi un processus cumulatif : il ne s'agit pas de trois hypothèses alternatives s'excluant mutuellement, mais de trois pistes enchâssées entre elles par la progression de la réflexion.

La première hypothèse postule une disjonction entre une sphère institutionnelle et une sphère des usages de terrain qui favoriserait des marges de liberté pour les seconds. Elle repose sur l'idée d'une force particulière du côté des usagers de la muraille terrestre.

La seconde hypothèse avance l'idée d'une dérivation. Les conflits et les transactions autour de la muraille renvoient à d'autres problèmes que l'on préfère ignorer : problèmes sociaux et économiques, difficile maîtrise de l'urbanisation et des flux de migrants, rapport problématique à l'espace symbolique de la ville. Dans cette optique on pourrait dire qu'on repère des faiblesses du côté des institutions et du pouvoir.

La troisième hypothèse confronte pratiques et discours : il y aurait, au-delà des exhortations au « nettoyage » de la muraille, une conscience tacite du rôle de régulation et de stabilisation de l'ordre social joué par son occupation. La « part d'ombre » désigne ces coulisses honteuses d'un processus d'urbanisation et de socialisation. Cette reconnaissance partagée ne peut pas être dite publiquement, mais redessine, dans les actes, les lignes d'alliance et les convergences d'intérêts entre acteurs.

* * *

Liens et disjonctions. Il y a bien des coupures entre acteurs, lors des expulsions par exemple, mais globalement les liens l'emportent.

Les usagers de la muraille terrestre ne sont pas coupés du monde. Les activités économiques, même illégales, les relient au reste du monde urbain par de multiples circuits. Des figures de passeurs existent, soit dans les transactions économiques, soit à travers des personnalités comme le *muhtar*, maire de petit quartier. En outre, les usagers éphémères du rempart sont bien souvent les habitants des quartiers riverains eux-mêmes, qui, une fois sortis de telle ou telle situation douteuse, n'hésitent pas à condamner ce « coupe-gorge » infâme.



Maraîchage et campement de Roms (© OUI et FD).

Lorsque l'on replace la muraille terrestre dans le temps long de l'histoire, on voit en outre apparaître des formes de reconnaissance bienveillante, voire une folklorisation de certaines pratiques comme les fêtes Rom.

Les enquêtes ciblées sur les représentations et les images mentales de la muraille terrestre achèvent de déconstruire les lignes d'opposition pressenties. Usagers, habitants et municipaux ont ainsi une représentation ponctuelle et utilitaire du site qui s'oppose à la vision linéaire et globale des experts turcs ou internationaux.

Si disjonction il y a, elle semble opérer plus nettement au sein même de la sphère institutionnelle et décisionnelle. La muraille devient un support de conflits et de stratégies concurrentielles internes aux services municipaux – le champ de l'expertise n'échappant pas toujours aux mêmes travers. Une transaction patrimoniale hésitante et parsemée de malentendus règle ainsi les relations entre l'UNESCO et les services de la planification urbaine.

Les usagers ne disposent pas de forces cachées : ils restent dans une position de ressources et de légitimités faibles, mais négocient au quotidien leur emprise, en profitant du dispositif spatial particulier offert par la muraille (invisibilités, quantité d'espace disponible).

* * *

Substitutions. Le discours sur la dégradation du site contribue, dans certains cas, à détourner le règlement de problèmes de plus grande ampleur (effets du chômage, problèmes de logement, pressions sociales et morales, tensions politiques). Le problème de l'occupation et de la dégradation du site vient faire écran et se substitue aux problèmes occultés.

Il y a également une ambiguïté au sein même des actes de la municipalité, entre un désintérêt à peine masqué pour le site (absence de projet d'ensemble, rénovations bâclées, tolérance de fait des occupations) et un surinvestissement un jour par an, lors de la commémoration de la prise de la ville par Mehmet le Conquérant, le 29 mai 1453. Ces reconstitutions grandioses révèlent un rapport problématique et plus profond à l'espace urbain. La muraille fait partie de ces signes non-turcs qui viennent mettre en question l'antériorité spatiale et la légitimité à être sur le sol de la ville. Elle révèle la difficile prise en compte de l'altérité dans l'écriture de l'histoire de la ville et de la nation. La muraille est ainsi refoulée au quotidien mais impose par sa monumentalité un retour constant de ce refoulé, qui conduit, chaque année, à une résolution belliqueuse de la tension, dans une prise de la ville sans cesse renouvelée, et toujours par les armes.

Les usagers profitent de cette faille du pouvoir officiel, entre déprise et refoulement, qui offre sur le terrain des opportunités pour l'appropriation des lieux.

L'identification négative des lieux renvoie également à une transaction identitaire qui n'opère plus seulement au niveau national et collectif, mais au niveau des identifications sociales individuelles. Les discours réprobateurs sur la muraille comme lieu de perte construisent une figure du repoussoir utile aux stratégies de positionnement social : une figure de déclassement contre laquelle on s'adosse pour construire et valoriser sa propre position (quel que soit le statut social des enquêtés).

Ces constructions discursives contribuent à produire les usages informels de la muraille, en renforçant l'image floue et mouvante du lieu (effet de lieu). La construction de la figure du bas-fond présente au final des avantages sociaux et symboliques qui poussent les acteurs à maintenir un *statu quo* sur le terrain.

* * *

Ordre social et indécision. Au niveau du terrain et des pratiques, les différents usages informels de la muraille terrestre remplissent des fonctions de « soupapes » d'un certain nombre de tensions sociales et économiques (exode rural et accueil des migrants, économie grise, pratiques réprouvées comme exutoires aux pressions morales, familiales et religieuses du quotidien).



réside le processus le plus décisif à mon sens. Ceux-ci cherchent à se mettre en retrait du cadre normatif quotidien, ou bien à le transgresser. Toutefois le retrait ou la transgression ne signifient jamais le désir de changer les choses : une fois la pratique réalisée, les personnes souhaitent retrouver le cours quotidien de leur vie.

Ces « passages » révèlent une tension entre un pôle « affiliation normative » et un pôle « différenciation » ou singularisation. Les individus vivent leur processus de socialisation dans un mouvement général de recherche d'intégration et d'affiliation normative, mais cette pression n'est acceptable que parce qu'il existe des moments de « soupape » où l'on peut renégocier l'image que l'on a de sa relation au monde et de soi à soi. Ces logiques sont à rapprocher d'analyses convergentes chez Winnicott (construction dans l'opposition), Dubar (transactions identitaires), Rémy (la secondarité) ou encore Bachelard (les « greniers » de l'âme).

La résolution de cette tension passe par des formes d'objectivation particulières : transgression ou retrait vis-à-vis des normes communes, dans des lieux et des moments où les individus doivent ressentir effectivement un « écart » à ces normes. Quelles sont les situations les plus favorables à l'expression de cette logique de l'écart ? La notion d'espaces-temps d'indécision, lieux et moments au caractère normatif incertain (ce ne sont jamais des lieux sans règles) est un élément de réponse.

On constate pour finir que l'ensemble des acteurs confrontés concrètement aux murailles a une conscience diffuse de cette fonction de soupape, et qu'ils s'accordent de façon tacite pour laisser exister ces « réserves » potentielles d'indécision, qui, bien qu'apparaissant comme des formes parfois radicales d'opposition, sont en réalité des mécanismes régulateurs fondamentaux du monde social.

* * *

La double transaction. A l'échelle globale de la situation, une autre transaction apparaît donc derrière la transaction générale portant sur l'appropriation du site : une transaction qui porte cette fois sur les normes urbaines et sociales. Le processus de recomposition territoriale permanent de la muraille terrestre apparaît comme le compromis pratique de ces deux niveaux de transaction.

Il convient toutefois de ne pas dresser un tableau angélique des choses : la situation sur la muraille n'est pas celle d'un parc libertaire, objet d'un regard de la société somme toute bienveillant. L'absence de réglementation formalisée laisse toute leur place aux rapports de force *in situ*, et les usages stables demeurent enserrés dans des contraintes sociales fortes.

A partir de ces résultats, la recherche doctorale s'est prolongée dans deux directions, qui dessinent les contours d'un projet de recherche présenté dans la troisième partie de la thèse.

* * *

I
r

Résumé – La part d'ombre : transactions et conflits entre les usages informels et les opérations de rénovation de la muraille de Théodose II à Istanbul – Dorso Franck

évoquées avec d'autres situations en France et au Portugal.

L'idée consiste à explorer les mécanismes de la tension structurante (son activation, les

résolutions) et ses formes d'objectivation. On peut penser que les acteurs (habitants, institutionnels) vont tenter, de façon plus ou moins consciente, de maintenir des réserves potentielles d'espaces-temps d'indécision, des situations possibles de soupapes. On peut même avancer l'idée que la présence ressentie de ces réserves abaisse le niveau réel des passages à l'acte, tandis qu'une absence ressentie peut stimuler la tension et les pratiques de transgression.

Le projet de recherche se construit autour des **implications de ces logiques en terme d'aménagement urbain**. Faut-il prendre en compte ces formes labiles ? Les ignorer ou les combattre revient à se priver de formes utiles de régulation. A l'inverse, les prendre en compte et les intégrer paraît difficile : leur logique interne de différenciation y semble rétive.

Une solution consisterait à laisser la possibilité à ces formes imprévisibles de survenir. Cela ne serait pas envisageable en programmant des « blancs » à tel ou tel niveau du projet, car dès lors on reviendrait dans une forme de prévision normative. Il conviendrait plutôt d'envisager une baisse générale du niveau de programmation, dont les modalités sont présentées dans le dernier chapitre, et qui préfigure un urbanisme ouvert à l'imprévu et à l'aléatoire.

Concrètement, ceci implique l'acceptation d'une baisse de la maîtrise des opérations. C'est bien alors la question du pouvoir des opérateurs qui est posée : diminuer sa maîtrise, c'est diminuer son pouvoir. Or, qu'est-ce qui peut (dans le champ urbain ou en général) pousser un acteur qui a le pouvoir à en céder une partie ?

Ces éléments, toujours envisagés sous une forme pragmatique, firent l'objet de plusieurs échanges lors de la soutenance et établis comme une piste de travail à poursuivre.